

Vu que les prix des bestiaux s'effondrent et que des propriétaires de troupeaux sont en train de les disperser, le vice-premier ministre et le gouvernement se préparent-ils à faire une annonce cette semaine afin de dissiper l'incertitude du secteur agricole?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, je suis heureux d'entendre le député dire que le gouvernement a pris des mesures constructives pour faire face à de telles situations dans le passé. Inutile d'ajouter que nous allons faire quelque chose dans ce cas-ci également.

Les sujets soulevés par le député sont justement ceux dont nous discuterons avec nos collègues provinciaux. Je suis certain que ces discussions vont mener à une solution satisfaisante. Le député a sûrement été heureux de constater que, une fois de plus, le gouvernement fédéral va montrer l'exemple dans ce domaine et faire face à cette crise très grave.

**M. Foster:** Le vice-premier ministre n'a pas répondu à ma question.

#### ON DEMANDE UNE ANNONCE DANS LES MEILLEURS DÉLAIS

**M. Maurice Foster (Algoma):** Monsieur le Président, j'ai demandé au vice-premier ministre si le gouvernement annoncerait cette semaine un programme de stabilisation des troupeaux pour mettre un terme au climat d'incertitude. Nous sommes au courant du conflit qui s'est déclaré la semaine dernière entre le premier ministre et ses fonctionnaires. Les agriculteurs de l'Ouest veulent savoir pourquoi on remettra au mois prochain voire jusqu'après le Sommet économique une déclaration à ce sujet? C'est suffisamment urgent pour prendre une décision et annoncer la nouvelle cette semaine-ci afin de mettre un terme au climat d'incertitude qui règne dans les régions touchées par la sécheresse.

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, j'espère pouvoir en conclure d'après la question et les commentaires du député qu'il ne reproche pas au premier ministre de prendre la défense des agriculteurs, surtout des agriculteurs lésés par les prix déprimés découlant de la guerre commerciale entre la CEE et les États-Unis. Je crois que les éleveurs de bétail ont signalé clairement que le premier ministre avait le droit de critiquer la CEE. J'espère qu'il approuve la prise de position du premier ministre à ce sujet. Je vois qu'il approuve de la tête.

**M. Foster:** Exactement. Allez-vous annoncer un programme cette semaine?

**M. Mazankowski:** Sauf votre respect, j'ai déjà répondu à la question. J'ai dit au député que nous allons discuter de ces questions avec les ministres des provinces. Je le répète, ce sera un programme conjoint. Il y a partage des responsabilités. Les provinces ont une certaine responsabilité dans ce domaine. Nous reconnaissons les nôtres et nous croyons pouvoir résoudre le problème plus facilement en unissant nos efforts qu'en agissant chacun séparément. Voilà pourquoi nous avons prévu une réunion.

#### Questions orales

### L'IMMIGRATION

#### LA SITUATION D'IMMIGRANTES

**M. Dan Heap (Spadina):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question à la ministre d'État à l'Immigration. Cette fin de semaine, le premier ministre a prétendu que son gouvernement avait fait plus pour les femmes que n'importe quel gouvernement fédéral antérieur. Pourtant, plus de 60 p. 100 des immigrantes qui viennent au Canada se trouvent dans la catégorie familiale et elles n'ont par conséquent pas droit à l'aide de l'État lorsqu'elles sont dans le besoin, ce qui va à l'encontre de la Charte des droits et libertés puisque celle-ci garantit à tous les citoyens du Canada des droits égaux en matière d'éducation, d'emploi et de liberté de parole.

Quand le gouvernement reconnaîtra-t-il ses responsabilités et garantira-t-il à ces immigrantes les mêmes droits et privilèges qu'aux autres Canadiens et Canadiennes?

[Français]

**L'hon. Monique Vézina (ministre d'État (Emploi et Immigration)):** Monsieur le Président, je peux vous dire que comme députée de ce gouvernement et comme femme, je suis très fière de ce que nous avons fait, et je me rallie aux paroles prononcées hier par notre premier ministre.

En effet, nous avons pris soin de la situation économique, sociale et culturelle des femmes. Nous avons fait de grands progrès au niveau du secteur de l'immigration. Tout n'est pas fait, parce qu'il y avait beaucoup à faire. Nous sommes à travailler sur les correctifs qu'il reste à apporter, et je dois lui rendre hommage pour tout ce qui a été fait.

#### LE LIBRE ACCÈS AU PROGRAMME LINGUISTIQUE POUR IMMIGRANTES—LA POSITION DE LA MINISTRE

**M. Dan Heap (Spadina):** Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire.

Par ailleurs, les femmes immigrantes qui ne désirent pas travailler à l'extérieur de la maison dès leur arrivée n'ont pas accès au Programme linguistique pour immigrantes. Cette situation contribue à l'isolement de ces femmes et les empêche d'obtenir un emploi dans le futur.

Le gouvernement peut-il nous dire quand il accordera libre accès au Programme linguistique à toutes les femmes immigrantes, quel que soit leur statut?

**L'hon. Monique Vézina (ministre d'État (Emploi et Immigration)):** Monsieur le Président, je dois vous rappeler que plusieurs femmes profitent déjà des programmes d'immersion et d'apprentissage de la langue. Nous avons aussi plusieurs programmes pilotes qui sont en place. Et comme je le disais plus tôt, nous avons bien l'intention de laisser place à toute la créativité, et de trouver les mesures qui s'imposent avec l'évolution de notre société.